



## NOS CANDIDATS :

De gauche à droite et d'arrière en avant:  
Jean-Pierre Boillat, Alexandre Martins,  
Philippe Jaquier;

Isabelle Mamboury, Raphaël Ramuz,  
Katja Braff, Michel Woeffray, Valérie  
Borloz;

Alain Gonthier, et le chat, remplaçant  
Caroline Gut absente ce jour-là.



Liste

6

Élections au Conseil communal de Vevey des 26-27-28 octobre 2001

# solidarités & solidaires

Contre

l'actuelle mondialisation qui n'est que misère,  
guerres, périls écologiques et inégalités

Pour

une autre mondialisation qui respecte l'égalité  
des droits, la diversité des cultures et la libre  
circulation des personnes et des idées.

Contre

les discriminations, l'exploitation et la  
clandestinité des immigré-e-s,

Pour

l'intégration et les droits politiques

Pour

une régionalisation transparente  
et des autorités régionales élues

Pour

une ville à vivre, et la priorité  
aux piétons dans le centre-ville

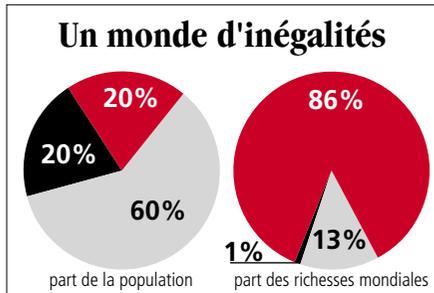
Si vous trouvez  
ces slogans trop sommaires, voyez  
notre programme complet dans les pages suivantes

# Un autre monde est nécessaire

Ce monde de misère, de périls écologiques et de guerres n'est pas tolérable. Toutes les conférences internationales mettant en scène la « bonne volonté » des puissants n'y ont rien changé.

## Misère

Les 20% les plus riches de la population mondiale accaparent 86% du PIB mondial, c'est-à-dire de la richesse produite en une année (en rouge dans les graphiques ci-dessous). Ils ne laissent que 13% aux 60% intermédiaires (en gris). Et 1% aux 20% les plus pauvres (en noir). 1 milliard et demi d'humains n'ont pas accès à l'eau potable, 3 milliards et demi ne disposent pas d'électricité (qui prétendait qu'Internet est un réseau mondial?).



## Ici, on mondialise!

La mondialisation nous concerne directement, car elle naît, en partie, ici : Nestlé, présente dans 83 pays où elle emploie quelque 250 000 salarié-e-s, est l'un des grands « fabricant de mondialisation ». Avec un chiffre d'affaires officiel en hausse de 9,1% en 2000 (81,4 milliards de francs), un bénéfice 2000 en hausse de 22% (5,8 milliards) et des perspectives encore meilleures pour 2001, elle tout à fait typique des gagnants de la « mondialisation ». Et qui s'inquiète des perdants, des usines fermées ou vendues en France, aux Philippines, au Brésil ?



## Périls écologiques

Les menaces contre l'environnement et la vie humaine ne cessent de s'aggraver : la couche d'ozone continue de se miter, le réchauffement climatique n'est, aujourd'hui, plus contesté par aucun scientifique sérieux, la déforestation se poursuit, pour le plus grand bénéfice de quelques grandes compagnies, et la vache folle illustre les conséquences désastreuses de la course au profit et au rendement appliquée à l'agriculture comme aux autres secteurs économiques.

## Des guerres pas perdues pour tout le monde

« Petites » ou grandes, tribales ou onusiennes, sauvages ou « humanitaires », ignorées ou médiatisées, les guerres continuent à faire des milliers de victimes chaque année. Qu'elles aient un but proclamé, ou qu'elles paraissent

*\* Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matières de droit du travail et de conventions sociales*

Percy Barnevik, ancien PDG d'Asea Brown Boveri

sent sans cause, elles visent souvent à assurer l'approvisionnement en matières premières à bas prix et servent toujours de débouché et d'essai grandeur nature pour les très puissants industriels de l'armement.

## Interdit de se protéger !

La nouveauté dans ce que l'on appelle « mondialisation », ce n'est pas les nouvelles technologies, ni le développement du commerce mondial. La nouveauté, c'est l'utilisation d'un système d'institutions internationales non démocratiques, à but commercial et juridique (OMC, FMI, Banque mondiale), mais aussi militaire (OTAN), pour imposer le respect universel de la liberté d'action des détenteurs de capitaux \*. Cela peut passer notamment par la suppression de lois visant des buts sociaux ou écologiques (par exemple, condamnation par l'OMC du refus européen de la viande américaine aux hormones). C'est donc la mondialisation du pouvoir de quelques-uns, aux dépens des droits fondamentaux et des libertés de la très grande majorité de la population mondiale, et aux dépens de la démocratie.

## Bonnes intentions et bonnes affaires

De Rio et son « Agenda 21 » jusqu'au récent sommet de Gênes, en passant par Kyoto et ses mesures contre le réchauffement climatique, les préten-

## Développement durable... ... de la continuité

Comme ailleurs, nos autorités régionales prétendent contribuer à sauver le monde. Elles ont du coup baptisé le Plan directeur de la Riviera « agenda 21 régional ». On pouvait donc espérer que ce document prendrait au sérieux la question d'un « développement durable ».

On est encore bien loin d'une telle réorientation : une bonne idée de « parc préalpin » à peine esquissée, une bretelle d'autoroute de plus sur la route de Blonay, une nouvelle « pénétrante » à Montreux, le tout assaisonné de belles déclarations d'intention. Pour l'essentiel, le développement durable n'est qu'une nouvelle étiquette sur les vieux flacons...

tions de la « communauté internationale » à assurer le « développement durable » de la planète n'ont pas manqué. Mesurées à cette intention, les résolutions prises n'ont eu aucune efficacité ; elles ont par contre ouvert de nouvelles occasions de bonnes affaires : Kyoto instaure un marché des « droits de polluer », et les fonds pour l'Afrique et la santé proclamés à Gênes, alimentés par les contributions des salarié-e-s des pays « riches », vont surtout assurer débouchés solvables et bénéfiques aux grandes industries, notamment pharmaceutiques...

# Un autre monde est possible

Le slogan thatchérien «il n'y a pas d'alternative» a fait son temps. Dans les actuels mouvements de résistance, l'aspiration à autre monde reprend forme et couleur.

## Citoyen-ne-s du monde

Opposés à **cette** mondialisation, nous voulons une autre mondialisation, qui nous rendrait tou-te-s citoyen-ne-s du monde, partageant la diversité des individus, des paysages et des cultures dans l'égalité des droits. Les connaissances scientifiques et les moyens techniques permettraient à l'humanité de réaliser ce rêve.

Et pourtant, malgré toutes les «bonnes intentions», tous les «agendas» et autres conférences internationales, il semble s'éloigner de jour en jour.

## Soumission à l'économie privée et à ses dogmes. Trois exemples

- Argumentaire en faveur du Casino de Montreux, proposé par les syndic Christen et Salvi (socialiste !): « *Une gestion privée générera **forcément** un chiffre d'affaires supérieur à celui d'un casino parapublic* ».
- Des années durant, écologistes, partisans du vélo, et même un Municipal ont souhaité que le quai Perdonnet soit fermé à la circulation. Il l'a d'ailleurs été les week-ends, pendant une période, mais on est vite revenu en arrière, Sainte Voiture oblige. Jusqu'à ce que Nestlé s'avise de dynamiser son Musée de l'Alimentarium par une entrée sur le quai: dès lors, en deux mois, ce qui était impossible et inutile devient soudain facile et indispensable... au risque d'aggraver les problèmes globaux de circulation.
- Tant que les PTT et les CFF étaient des services publics, les autorités, avant tout fédérales, avaient (auraient eu) les moyens de mener une politique, par exemple pour maintenir vivantes des régions excentrées ou pour favoriser des déplacements respectueux de l'environnement. En décidant la privatisation progressive de ces deux institutions, en alignant leurs critères de gestion sur ceux des entreprises privées, l'Etat organise sa propre impuissance, et donc celle des citoyen-ne-s. C'est ainsi que l'on voit les villages perdre leur bureau de poste après leur bistrot et leur épicerie, et les camions de La Poste rouler allégrement, à rebours de la politique officielle de transfert du trafic vers le rail...

## Le monde n'est pas une marchandise

Une autre mondialisation n'est en effet pas une simple affaire d'imposer quelques correctifs par ci ou quelques limites par là. Pour enrayer la dégradation des conditions de vie sur la planète, pour construire un autre monde, il faut **s'en prendre au système économique et à la propriété privée**, quand elle cesse d'être une garantie individuelle, pour devenir pouvoir d'exploiter les hommes et de détruire la nature. C'est ce qu'indique une par-

tie du mouvement «antimondialisation» qui proclame que «*le monde n'est pas une marchandise*».

## Impuissance acceptée

En considérant ces deux «droits» des puissants comme tabous, les autorités politiques, de gauche comme de droite, ont choisi de se priver de plus en plus du pouvoir d'agir sur la réalité, et finissent par se contenter du rôle de «service après-vente» des décisions prises ailleurs. Et toute la machinerie des accords internationaux (OMC) vise à les maintenir dans ce rôle et à décourager toute velléité d'un pays, d'une province, voire d'une ville, d'en sortir.

Cette impuissance croissante des institutions politiques n'échappe pas aux citoyen-ne-s, qui, à leur tour, se sentent impuissants et sans prise sur leurs conditions de vie et de travail. Ce sentiment est cause de l'abstentionnisme électoral, mais aussi de diverses formes de violences et «d'incivilités»: «*Cette société n'est pas la mienne, pourquoi en prendrais-je soin?*»

## Lutter pourtant

Dans les pays dominés, de la Corée du Sud à l'Argentine, du Brésil, à la Turquie, malgré une répression souvent sanglante, des millions de salarié-e-s ou de paysans luttent pour leur survie et leurs droits, et se heurtent aux intérêts des actionnaires, des in-

## Démocratie participative

La *démocratie participative* fait partie d'un projet «d'autre monde». Trop souvent, les autorités en font un moyen d'améliorer le fonctionnement du système, en informant mieux la population et en prenant son avis, à titre indicatif.

Pour nous, cette idée va bien plus loin; il s'agit de donner à la population le rôle principal dans le processus de décision. C'est ce qui se fait depuis plusieurs années à Porto Alegre (Brésil), où l'établissement du budget annuel commence dans des comités de quartier où les habitant-e-s expriment et débattent eux-mêmes de leurs besoins et où les propositions de chacun-e sont discutées. Les conclusions de ces débats sont alors obligatoirement prises en compte dans la décision finale.

vestisseurs et des propriétaires de la dette de leur Etat.

Dans les pays «développés», l'accumulation de licenciements, de restructurations et d'intensification du travail suscite des actions de résistances et plus largement le sentiment que «trop, c'est trop». Le mouvement dit «antimondialisation» y regroupe des milliers de citoyens, avides de comprendre et d'agir.

C'est à ces mouvements que nous nous identifions, et auxquels nous tentons, localement et modestement, de faire écho. Permettront-ils de passer de l'impuissance à la volonté de lutte, et de la désorientation à un projet résolument nouveau de maîtrise par l'homme de son avenir, qui fasse les comptes avec les horreurs de l'histoire récente? C'est en tout cas notre espoir et notre pari.

# La politique communale.....

La politique communale ne traite que les conséquences locales de problèmes généraux. Toujours s'en souvenir est la condition d'un travail sérieux à long terme.

## La réalité est ailleurs

Tous les problèmes évoqués dans les pages précédentes ne seront pas discutés en tant que tels au Conseil communal, pas plus d'ailleurs que d'autres aussi essentiels que les primes d'assurances maladie, l'avenir de l'AVS ou demain la recrudescence du chômage. Si

nous leur donnons tant de place, et affirmons que «la politique communale n'existe pas!», c'est que nous sommes persuadés qu'**il n'existe pas de problèmes uniquement locaux**, même de tous les jours, avec des remèdes locaux. A moins de se contenter de remèdes de charlatan...

## Le temps nous donne(ra) raison...

En 1989, la Place de la Gare telle que nous la connaissons encore venait d'être inaugurée. Les *Verts Solidaires*, tout frais candidats au Conseil communal, critiquaient cette horreur urbanistique et architecturale. Ils étaient bien les seuls. 12 ans plus tard, les survivants de ce groupe, candidats de «*solidarités et solidaires*» ont le plaisir de voir qu'on leur donne raison: un projet est actuellement soumis au Conseil communal, qui ramène les espaces réservés au trafic automobile à des proportions moins excessives et devrait enfin faire de cette place un espace un peu plus accueillant aux autres usagers de l'espace public.

En 1992, une motion des *Verts Solidaires* au Conseil communal proposait que la commune mène une politique active en matière d'énergie. Prise en considération en 1993 puis longtemps maintenue dans un tiroir, elle a finalement trouvé une réponse assez satisfaisante en 1997. Depuis, on a vu Vevey demander et obtenir le titre

de «Cité de l'énergie», et accomplir de réels progrès, principalement quant à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments communaux. Cette année, une série de mesures proposées par la Commission de gestion, visant à économiser les énergies non renouvelables et à utiliser le gaz, le bio-éthanol et même le solaire pour les véhicules communaux, ont été approuvées par la Municipalité et par le Conseil communal.

Lors des élections de 1993, *solidarités* proposait que les immigrés disposent d'un conseil consultatif, où ils puissent s'exprimer sur la vie politique locale. Cette proposition, reprise sous la forme d'une motion, a débouché finalement sur la création d'une commission consultative, puis en 2000 sur la nomination d'un «chargé de projet» qui vient de remettre à la Municipalité une proposition de politique communale visant à une pleine participation de ces 40% de la population veveysanne.

# n'existe pas !

## Garder la perspective...

Par cette affirmation paradoxale, nous prenons l'engagement de toujours réfléchir à la cohérence entre nos propositions immédiates et nos objectifs d'ensemble, et à ne pas présenter comme «solutions» des bricolages locaux aggravant les problèmes globaux. Les exemples contraires ne manquent pas, de «développement» communal basé sur le racolage des sièges de multinationales ou de fédérations dites sportives, voire sur les recettes peu morales d'un casino. Nous garderons en tête que le but premier de notre activité est de contribuer à la prise de conscience qu'un autre monde est possible, que le monde n'est pas une marchandise.

## ... c'est notre manière de faire de la politique

C'est justement ce regard «au loin», apparemment peu réaliste, et notre indépendance de toute coterie, qui nous ont souvent permis de mettre les premiers le doigt sur des problèmes et de faire des propositions, qui se sont révélées utiles, immédiatement ou bien plus tard (voir ci-contre «Le temps nous donne(ra) raison...»). Nous avons aussi pu déceler les défauts de projets, comme «Numérimage», apparemment séduisants, mais irréalistes et servant avant tout les intérêts du petit monde de la politique locale.

## Nous n'irons pas à la Municipalité !

La question nous a été bien souvent posée: pourquoi ne présentez-vous personne à la Municipalité?

Les étroites limites de la politique communale sont encore bien plus sensibles à l'exécutif qu'au législatif. C'est dans ce cadre étriqué qu'un municipal doit quotidiennement prendre des dizaines de décisions. Pour un parti qui se contente de la réalité telle qu'elle est, cela ne pose guère de problème.

Il n'en est pas de même pour un municipal issu d'un parti qui prétend changer la société. Il ne peut à longueur de journée signer des décisions, en notifiant à chaque fois qu'il ne les approuve pas entièrement, ou pas du tout. A la longue, s'identifiant à sa fonction, et ne pouvant mettre ses décisions en conformité avec ses idées, **c'est ses idées qu'il finit par rendre conformes à ses décisions.**

Ce processus contamine le parti, dont le municipal est la figure de proue. Insidieusement, son programme, ses propositions, ses critiques s'adaptent à ce que peut réaliser son Municipal. Les exemples d'une telle évolution ne manquent pas, notamment chez les socialistes. Mais on voit aussi à quelles compromissions est amené un municipal popiste comme B. Mettraux à Lausanne, et à quel point son parti est incapable de réagir, lié qu'il est par les postes obtenus pour ses membres, par le revenu de la fonction, et par le prestige qu'elle lui confère.

**Dans la situation politique actuelle, être municipal, c'est accepter le monde tel qu'il est et renoncer à sa critique. Beaucoup, bien assez, le font; pas nous !**

# Et la politique régionale ?

La région a de plus en plus en plus de poids dans la vie quotidienne de chacun. Elle doit être soumise au débat et au contrôle politique.

Des tâches communales de plus en plus nombreuses sont déléguées à des structures intercommunales qui existent déjà, ou que l'on prévoit de créer (cf. ci-contre) Cette évolution a plusieurs conséquences :

- Les décisions qui concernent la vie quotidienne sont de plus en plus souvent prises par des services intercommunaux, alors que rien ne permet aux citoyens-ne-s de les influencer.

- La politique au niveau communal perd ainsi de son sens, bientôt juste bonne à exécuter des décisions cantonales et à voter des contributions à ces organes intercommunaux.

- Ces services ne se distinguent souvent guère d'une entreprise privée (Compost SA!). Leur privatisation, que prescrit l'orthodoxie néo-libérale, est un risque d'autant plus grand.

- La visée apparemment technique de ces collaborations semble souvent rendre incongru le débat politique. Des thèmes comme l'eau, l'électricité, les transports..., touchant la vie quotidienne mais dépendant d'options très générales, ne sont ainsi discutés nulle part, ni dans ces associations apparemment non politiques, ni dans les conseils communaux dont ce n'est plus l'affaire. Et pourtant ce sont des enjeux politiques majeurs pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette sorte de «super-commune», qui se constitue, dispose de presque tous

## Quelques-unes des collaborations régionales

**Existantes :** Fourniture de l'eau potable et épuration des eaux usées (SIGE), abattoir régional de Clarens et contrôle des viandes et denrées alimentaires (SIVD), Protection civile, traitement du compost (Compost SA, Roche) incinération des ordures (SATOM, Monthey), Service des affaires intercommunales de Vevey.

**Prévues ou probables :** police et pompiers régionaux, transports (reprise des VMCV par les communes, fusion des chemins de fer de la région) services régionaux des sports et de la culture.

les services communaux habituels, mais n'a ni véritable exécutif, ni **législatif représentatif**. Tout, ou presque, s'y passe à l'abri du regard de la population. Nous voulons que se mettent en place des **institutions politiques régionales élues**.

La création d'un conseil régional n'est actuellement pas possible, et le projet de Constitution cantonale n'ouvre malheureusement guère de nouvelles possibilités ; l'agglomération qu'elle instaure pourrait convenir aux villes du bas, mais laisserait de côté toutes les communes des hauts. Reste donc la **fusion de toutes les communes de la Riviera**, quitte à prévoir des circonscriptions électorales pour chaque ancienne commune.

# Travailler à Vevey

Lancée en 1995, *Vevey-Ville d'Image* devait permettre de ragner dans le « multimédia » les emplois détruits pas la crise. Un bilan est nécessaire, sans oublier les secteurs traditionnels.

## Vevey-Ville d'images, le temps d'un bilan

Tant que le système économique reste ce qu'il est, crises et relances continueront de secouer le monde, sans qu'un projet local puisse s'y opposer. Les efforts de développement économique peuvent cependant avoir un effet, s'ils sont conduits avec soin, sans illusions ni poudre aux yeux. Or différents aspects du projet *Vevey-Ville d'Images* posent problème :

- le **festival « Images »**, censé être source de contenu culturel, peine à trouver sa place ;

- le **bâtiment Swissmedia**, a été acheté et équipé par la commune pour accueillir des entreprises multi-

## Illusions passées

Plusieurs projets mirifiques n'ont vécu que le temps d'une illusion ou d'une élection : en 1993, c'étaient « *Les Moulins de la Veveysse* » d'où devaient naître emplois et nouveaux habitants sur les anciens terrains des ACMV. En 1997, c'étaient « *The Time Machine* » (parc d'attractions autour de l'œuvre de Chaplin) et *Numérimage*, liés à *Vevey-Ville d'Images*. On a même eu droit à un projet de « Titanic-Parc ». De nouveaux projets sont apparus, qui amènent la commune à prévoir l'achat du terrain des ACMV pour 14 millions. Ils ont l'air plus solides. Touchons du bois...



médias et constituer un « pôle technologique ». Les loyers, annués après année, ne couvrent pas les frais. On continue pourtant à parler

d'un agrandissement, qu'on imagine financé (9 millions) par des investisseurs privés. Des âmes charitables, décidées elles aussi à investir à perte ?

- l'**association Swissmedia**, largement soutenue dans son fonctionnement par la commune, vise à regrouper les entreprises multimédias. Son siège veveysan doit attirer dans notre région des entreprises de la branche. Or l'extension nationale passe par une fusion, qui risque de déplacer le siège en Suisse-allemande.

L'ensemble du projet est donc bien à un tournant, qui nécessite **un bilan pour redéfinir ses perspectives**.

## Et l'« ancienne économie ? »

Nous n'oublions pas pour autant les secteurs plus traditionnels : nous voulons que les **horaires d'ouverture des commerces** n'empêchent pas le personnel d'avoir une vie privée, que les fournisseurs de la commune respectent les **conventions collectives**, et qu'on trouve une solution pour les emplois artisanaux établis aux **Temps Modernes**. Nous veillerons aussi aux **salaires** et à l'application du **statut du personnel** dans l'administration.

# La ville, espace pour tous

L'espace urbain doit d'abord être un lieu de vie pour tou-te-s ses habitant-e-s. Nos propositions visent à respecter cette priorité, sans nier les autres usages de la ville.

En matière d'urbanisme, beaucoup dépend des circulations. C'est pourquoi nous y consacrons ces deux pages, et tout particulièrement aux problèmes du centre-ville.

## Une situation insatisfaisante

Certaines zones à Vevey sont surchargées de trafic, dangereuses, bruyantes, polluées. Le **Plan Directeur** adopté en 1997 en prenait acte et voulait y remédier : dans de nombreuses rues la vitesse devait être limitée à 30 km/h ou, au moins, on devait y prendre des mesures de modération de trafic.

## Réaliser le plan directeur

La mise en œuvre de ces mesures devait être terminée en 2001. On en est loin : ce qui a été réalisé, sous forme

## Idées reçues... à liquider

L'argument final, indéfiniment répété, en faveur d'un parking au cœur de la ville est toujours le même : il faut que le client puisse accéder en voiture à moins de 300 m. des commerces. Or une enquête officielle qui vient de paraître à Genève sur les habitudes des consommateurs du centre ville, met cette «vérité» à mal. Il en ressort en effet que le consommateur piéton est celui qui dépense le plus, que c'est d'abord la cohue qui retient le client de venir au centre, les problèmes de parking ne venant qu'en troisième lieu, et que les achats à porter ne constituent un obstacle pour personne...

de zones 30 (Plan-dessus et St-Martin) de rues résidentielles (piétons prioritaires) ou de rues piétonnes (véhicules interdits) ne représente qu'une petite partie de ce qui était prévu (voir plan). Pourtant, ces mesures sont plus nécessaires et urgentes qu'en 1997. De récentes mesures de bruit montrent en effet que les normes légales sont souvent dépassées. **Ce retard doit être rattrapé.**

## Centre-ville : bétonner le statu-quo...

Des mesures de modération de la circulation sont particulièrement urgentes pour les rues du centre-ville, car elles écoulent un trafic très important, en rapport avec la place du Marché, principal parking de Vevey. Le projet, approuvé par la majorité du Conseil communal, de mettre ce parking sous terre figerait cette situation dans le béton. La pression de la circulation serait maintenue dans ces rues, et on aurait de grandes difficultés à appliquer le plan directeur et à y modérer le trafic en quantité et en vitesse.

## ... ou imaginer un centre-ville piéton...

Nous proposons au contraire que tout le centre-ville, de la Gare à la Place du Marché en englobant la Vieille-Ville et les écoles (Veveyse, Clos, Ste-Claire), devienne une vaste zone où les piétons aient la priorité (rues résiden-



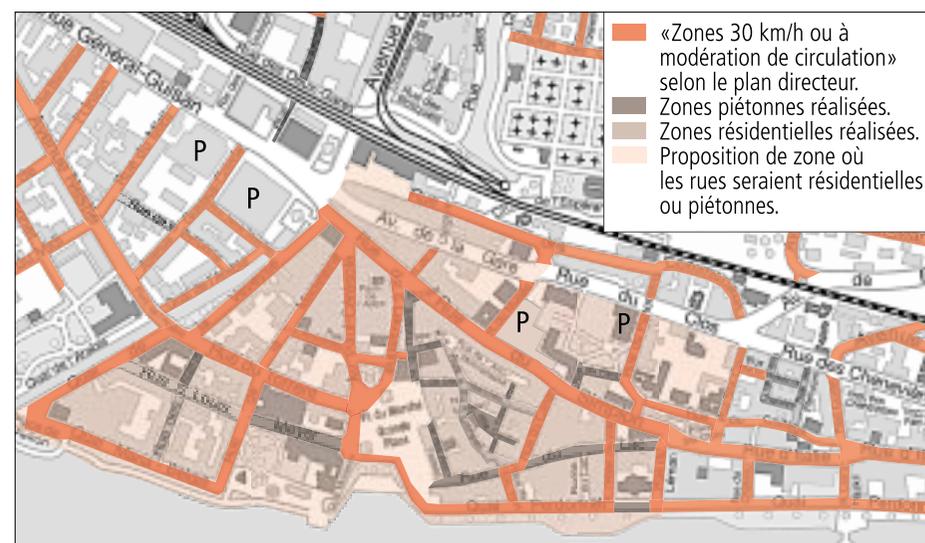
tielles ou piétonnes). La qualité de vie aurait tout à y gagner, et, pourquoi pas, le tourisme et le commerce aussi.

## ...avec un parking en lisière

Nous proposons que le parking souterrain jugé nécessaire soit implanté en bordure de cette zone, soit sous la Place de la Gare, soit immédiatement derrière la Gare (en partie creusé sous la colline St-Martin). Il servirait aussi de « Park and ride », favorisant l'utilisation du chemin de fer. Un certain nombre de places en surface devraient être maintenues sur la place du Marché, et un service de livraison (type RiponnExpress à Lausanne) desservant les divers parkings devrait être mis en place en collaboration avec les commerçants.

## Place et rue de la Gare : priorité aux piétons ?

Il faut « recoller » la Gare et les transports en commun au centre-ville, et pour cela rendre aussi aisé que possible le cheminement des **piétons**. L'idéal serait qu'ils **aient la priorité** sur tout l'ouest de la place, comme sur la place de la République à Chambéry (photo ci-dessous) : les piétons y traversent où ils veulent, malgré un trafic de 14 000 véhicules par jour. Nous proposons aussi de prendre des mesures de modération du trafic sur la rue de la Gare, à commencer par la **réduction à une voie dans chaque sens**. La sécurité et la santé de ceux qui habitent sur ce « goulet » surchargé, bruyant, pollué et sans trottoirs dignes de ce nom, l'exigent.



# Droit au logement !

Disposer d'un chez soi est si indispensable, que le logement doit être un droit reconnu à chacun-e. Les lois actuelles n'en font d'ailleurs pas une marchandise ordinaire. Reste à les appliquer.

## Le logement n'est pas une marchandise

Chacun sait qu'être « sans domicile fixe », c'est une exclusion quasi sans retour. Le logement ne doit donc pas être une marchandise. C'est pourquoi des lois tentent de contrôler le marché du logement. Malgré tout, la pénurie règne et le loyer absorbe une part trop élevée du revenu de nombreuses familles. Nous voulons que le logement soit un droit et un bien commun de la société.

## Logements subventionnés

Canton et communes peuvent subventionner la construction de logements. A Vevey, un programme de 150 appartements, lancé en 1991, est terminé, et peu à peu les sommes consacrées par la commune au logement

### Ville d'images ? image de la ville !

Il y a bien d'autres raisons de rénover ces immeubles, plutôt que de s'entêter dans le respect borné du « droit du propriétaire » : Pourquoi enlaidir un lieu aussi visible ? Artistes et étudiants de l'école de photo n'auront-ils pas besoin de logements et d'espaces de travail bon marché ? De nouveaux habitants attirés par le projet « Ville d'image » ne seront-ils pas sensibles à l'image de la ville et à son cachet ? Ne sont-ils pas l'avenir de Vevey ?



Photo F. Müller  
*Les immeubles du quai Maria Belgia. Seuls les riches auraient-ils le droit d'habiter au bord du lac ?*

social diminuent. Pendant ce temps, il y a pénurie selon les normes officielles, surtout pour les appartements de 3 à 5 pièces. Il est donc urgent de **relancer la construction de logements subventionnés**.

## Rénover Maria-Belgia

Une autre loi (LDTR) veut éviter que des logements à loyer abordable disparaissent et met de sévères conditions à leur démolition. Pourtant, depuis 3 ans, la Municipalité soutient un promoteur qui veut raser les immeubles en bon état du quai Maria-Belgia. Les tribunaux ont donné raison au mouvement d'opposition, auquel nous participons, et le Conseil communal a voté dans le même sens. Malgré tout, un nouveau projet, copie du précédent, est relancé. Pendant ce temps, les immeubles, non entretenus sinon par la bonne volonté de leurs occupants sans baux, se dégradent, et 50 appartements à loyers modérés manquent à ceux qui en ont besoin. Les nouvelles autorités devront changer de cap et **s'engager en faveur de la rénovation!**

# Le monde est ici

Venus hier ou il y a 50 ans, d'à côté ou de l'autre bout du « village mondial », ils vivent et travaillent ici. Nous ne les voulons pas « étrangers », mais membres actifs et reconnus de notre société.

## Une société mondialisée

Inégalités, injustices, misère, guerres et catastrophes, tel est le sort que fuient des millions de personnes à la recherche d'un avenir moins noir. La plupart ne vont pas plus loin que les pays proches; seule une partie arrive jusqu'ici. D'autres sont venus il y a longtemps des pays voisins, pour des raisons semblables. Beaucoup enfin sont nés ici. Tous ensemble, ils sont ces « étrangers » qui constituent les 40 % de notre société veveysanne mondialisée, riche de ses 108 nationalités.

## Statuts discriminatoires et clandestinité...

La politique fédérale de l'immigration repose sur de multiples statuts, qui transforment les immigrés en citoyen-ne-s et en salarié-e-s de seconde zone. Cette politique fabrique aussi

des clandestins, main d'œuvre livrée sans moyens de défense à une exploitation souvent éhontée.

## ... ou libre circulation et droits sociaux et politiques

Les capitaux bénéficient d'une totale liberté de circulation. Nous exigeons cette même liberté pour les personnes: droit de s'installer et de travailler, accès aux droits sociaux, droit de lutter, comme tous ceux qui habitent en Suisse et avec eux, pour des conditions de travail et de salaire correctes. Les immigrés-e-s doivent aussi pouvoir voter, élire et être élus, comme le prévoit le projet de nouvelle Constitution vaudoise. Ils pourront ainsi être actifs sur tous les plans de la vie sociale. Peut-être alors, par une démarche personnelle, choisiront-ils la naturalisation, dont il faut par ailleurs faciliter l'accès.

## Des pas en avant dans la commune

La nouvelle Constitution n'est pas encore en vigueur. Il est pourtant déjà possible d'associer les résident-e-s immigré-e-s à des débats et à des décisions qui les concernent aussi: l'école et la formation, l'aménagement de l'espace public, l'avenir de la région. C'est ainsi que nous commencerons à construire une société riche de l'apport d'autres cultures, en fabriquant l'intégration de tou-te-s, quel que soit leur statut.

Les autorités communales ont clairement affiché leurs intentions d'aller dans ce sens. Nous les encouragerons à persévérer et participerons activement à cette politique en soutenant des propositions concrètes: meilleure intégration au système scolaire des parents étrangers, expression de la diversité culturelle, apprentissage du français, mise en place d'un réseau de médiateurs.

# L'avenir...

Le droit des femmes à travailler est un acquis ; il passe par des structures d'accueil pour les enfants et les jeunes. Une réflexion globale sur la politique à l'égard de la jeunesse est nécessaire.

## Un besoin social, un service public

Non sans mal, les femmes ont acquis le droit d'avoir leur propre vie professionnelle ; de plus, pour beaucoup d'entre elles, ce droit est en fait une obligation, un seul salaire ne suffisant pas à entretenir une famille. **Les structures d'accueil pour la petite enfance et pour les écoliers sont donc un besoin.** Il est d'autant plus grand que le patronat exige des salariés-e-s, femmes et hommes, toujours plus de disponibilité. Récemment certaines entreprises se sont intéressées à soutenir crèches et garderies. On doit se demander si cet intérêt durera plus que l'actuelle pénurie de main-d'œuvre, et veiller en tous les cas que **les orientations de ces institutions demeurent du ressort des pouvoirs publics.**

## Réalisations et manques

Peu à peu le réseau de structures communales d'accueil s'est étoffé. Quand les récents projets seront réalisés, les besoins en ce qui concerne **les bébés et les enfants jusqu'à dix ans** devraient être couverts. Un effort devrait encore être envisagé, sur le plan régional, pour les personnes ayant des **horaires hors norme**, notamment dans les professions de la santé. La situation est moins bonne en ce qui concerne **les 10-14 ans**. La pause de midi et

l'après-cours les voient souvent livrés à eux-mêmes. La **cantine scolaire** dont la baisse de fréquentation montre qu'elle ne répond pas aux attentes, et les **devoirs surveillés** doivent faire l'objet d'une nouvelle réflexion, dans la perspective de les réunir en un lieu de travail et de loisirs adapté à cet âge. Il faudrait enfin reposer la question des **horaires scolaires**, notamment quant à l'harmonisation du début des cours entre les âges.

## Activités extra-scolaires

De nombreuses associations (clubs sportifs, scouts) organisent des activités pour les jeunes. Ils sont en général bien soutenus par la commune. Celle-ci organise aussi, des activités, sous sa responsabilité, au travers des Cadets et du centre de loisirs **Equinox**. Celui-ci redémarre cet automne, avec de nouvelles forces, dont un animateur de rue. Le défi est d'offrir aux jeunes des activités créatrices, tout en étant à l'écoute des révoltes et du « mal-vivre » de certains d'entre eux. Au-delà, il est nécessaire de mener une réflexion globale et un débat public sur les loisirs des jeunes, pour reformuler une **politique de la jeunesse**, qui notamment prenne en considération le fait que les jeunes, à Vevey, sont majoritairement d'origine étrangère et qu'ils sont très souvent écartelés entre la culture de leurs parents et celle à laquelle ils peuvent avoir accès ici.

# Culture

Vevey était connue pour sa vie culturelle foisonnante, et en était fière. L'élan semble un peu retombé. La dynamique pourra-t-elle être relancée ?

En 1998 se sont tenus, sur notre proposition, des « états-généraux » de la culture. Le foisonnement culturel d'alors souffrait du manque de répondant et de soutien au sein de l'administration communale. Cela a débouché sur la nomination en mai 2000 d'un responsable chargé de mettre en place une politique culturelle.

Tout n'est pas rose pour autant. On l'a bien vu lors du dernier festival « Images », où la partie la plus intéressante était « argos » organisée hors du cadre officiel. Quasi sans soutien « argos » s'est soldé par un déficit que les organisateurs supportent encore. Si

l'on veut éviter que la répétition de ce genre de mésaventures épuise les animateurs culturels, il faudra, sans « déshabiller » des activités plus traditionnelles ou plus reconnues (Théâtre, Nomades), renforcer le soutien à la culture innovante. La réhabilitation de la salle de l'Oriental comme lieu de création sera un premier pas. Mais il faudra aussi s'occuper de la relance des Temps Modernes, de la poursuite des activités du Toit du Monde et plus généralement du soutien, financièrement ou non, à toutes les diverses formes d'activités culturelles.

## solidaritéS...

*solidaritéS* est un mouvement politique, dont les principes généraux sont esquissés dans les pages 2 à 5 de ce document. Il est principalement actif dans les mouvements sociaux, notamment contre la « mondialisation » (attac) ou pour la régularisation des sans-papiers, et dans les syndicats. Pour en savoir plus, vous pouvez ci-contre commander « à l'encontre », sa publication mensuelle.

## et solidaires

Plusieurs de nos candidats-e-s ne sont pas membres de *solidaritéS*. Ils ont accepté de figurer sur notre liste, car ils partagent les grandes lignes de ce document et les pro-

positions qu'il fait pour l'avenir de Vevey. D'ou ce nom « solidaritéS et solidaires ».

Talon à renvoyer à solidaritéS, c.p. 722, 1800 Vevey 1 (cochez ce qui convient), ou à solidarites-vevey@bluewin.ch

Envoyez-moi ... ex. de ce document

Faites-moi parvenir « à l'encontre »,

Je désire prendre contact.

Soutenez nous: CCP 10-95859-4

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Localité : .....

Tél. : .....